



Conseil économique et social

Distr. générale
29 avril 2020
Français
Original : anglais

Session de 2020

25 juillet 2019-22 juillet 2020

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Résumé des travaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (2019-2020)

Résumé

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) continue d'aider les États membres de la région arabe à mettre en œuvre plus efficacement leurs plans concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et les objectifs de développement durable qui y sont énoncés. Elle travaille avec ses partenaires nationaux et régionaux pour régler les questions de développement transfrontières et régional et les aider à offrir une prospérité partagée et une vie digne à tous les habitants de la région arabe. Sur fond de crise persistante ayant entraîné un recul important des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable dans la plupart des pays en conflit, et parce que les défis économiques, sociaux et environnementaux doivent être relevés de manière globale, l'action pluridisciplinaire de la Commission offre une valeur ajoutée de plus en plus reconnue comme un catalyseur des politiques de développement durable intégrées dans la région arabe.

La Commission se concentre sur l'intégration économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale tout en contribuant à constituer le socle de données et de statistiques nécessaire à l'élaboration de recommandations de politique générale et à un soutien technique fondés sur des données probantes. Le Forum arabe pour le développement durable, qu'elle organise chaque année, reste le principal événement rassemblant les décideurs, les organisations de la société civile et les partenaires de développement pour évaluer l'état de mise en œuvre, les progrès et les difficultés liés aux objectifs dans la région arabe. Le suivi par la Commission des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et son analyse des tendances connexes en matière de développement et des obstacles à la mise en œuvre contribuent grandement à alimenter les discussions régionales au sein du Forum et à diffuser les enseignements tirés. Le présent rapport décrit les travaux de la Commission dans ces domaines stratégiques.

Au cours de la période considérée, la Commission a préconisé une approche pansociétale du Programme 2030, qui réunisse les parlementaires et la société civile,



les groupes communautaires et les partenaires de développement. Elle a également opté pour une nouvelle approche des inégalités et de l'inclusion dans la région, notamment une approche régionale commune des migrations. Les travaux qu'elle mène sur les questions économiques se sont concentrés sur l'amélioration des politiques en matière d'intégration et de concurrence, de même que sur l'amélioration de la gouvernance. Dans le domaine de l'environnement, la Commission a renforcé son action en faveur de l'approvisionnement durable en denrées alimentaires, en eau et en énergie dans la région alors que celle-ci est en train de s'adapter aux changements climatiques.

I. Introduction

1. Pendant la période à l'examen, la CESAO a travaillé en étroite collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies et des partenaires régionaux pour faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe. Conformément à son mandat, elle joue le rôle de porte-parole, de groupe de réflexion et de conseiller pour la région. Dans le cadre de l'élaboration du rapport sur le développement durable dans les pays arabes et des préparatifs du Forum arabe pour le développement durable, elle a analysé les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de développement durable et décrit les obstacles qui l'entravent. La CESAO a aidé les États membres à avancer sur la voie de la réalisation des objectifs en utilisant les nouvelles technologies et en améliorant la collecte de données, notamment grâce au portail des objectifs de développement durable pour les pays arabes disponible en ligne. Elle s'est concentrée sur l'analyse économique, en particulier dans le cadre de la crise actuelle causée par la maladie à coronavirus (COVID-19), en la liant étroitement aux questions environnementales et sociales.

La Commission en bref

2. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale agit en faveur d'un développement inclusif et durable dans la région arabe. Elle représente le Conseil économique et social dans ses 18 États membres et fait office de plateforme pour les pays arabes sur la scène mondiale. Ses États membres ont en commun un patrimoine culturel, historique et linguistique et ont les mêmes problèmes et perspectives de développement. Des actions collectives, concertées et se renforçant mutuellement sont le meilleur moyen de surmonter les difficultés.

Les travaux de la Commission

3. La Commission met à profit son pouvoir de mobilisation pour encourager le dialogue et le partage de connaissances aux échelons national, régional et mondial et pour favoriser la coopération interrégionale et des partenariats Sud-Sud dynamiques (plusieurs des activités entreprises en 2019 sont présentées dans l'annexe au présent rapport). La mise en œuvre des cadres de décision mondiaux, au premier rang desquels le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable qui y sont énoncés, est une de ses principales priorités dans la région.

4. Grâce à ses travaux de recherche et d'analyse, la Commission établit un lien entre les connaissances sur le développement et l'action à mener. En rassemblant décideurs, chercheurs, experts et parties prenantes grâce à son pouvoir de mobilisation et en transformant les connaissances en matière de développement en un dialogue constructif et une action concertée, la CESAO joue quatre rôles essentiels dans la région :

a) **Voix de la région** : elle sert de plateforme régionale pour les délibérations, la coordination, la recherche de consensus et les campagnes de sensibilisation ;

b) **Laboratoire d'idées** : elle est à l'origine de recherches novatrices, à l'appui de la collecte et de l'analyse de données de qualité pour l'élaboration de politiques prospectives et fondées sur des données probantes ;

c) **Conseiller** : elle fournit des services de renforcement des capacités et des services consultatifs techniques aux échelons régional, infrarégional et national, contribuant ainsi aux efforts déployés à l'échelle nationale en matière d'adoption de normes et de politiques ;

d) **Soutien à la région pour la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation de ses objectifs.** Elle est un partenaire des États membres de la région arabe, dont elle appuie l'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable.

II. Promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030 dans la région

Approche pansociétale du Programme 2030

5. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale a fait du Forum arabe pour le développement durable la principale plateforme de mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle de l'ensemble de la société. À cet effet, la réunion de 2019 du Forum a été conçue pour mettre en lumière les principaux défis liés à la planification du développement durable dans la région. Dans les conclusions issues de la réunion, il a été souligné que la région aurait besoin d'une réforme en profondeur des politiques publiques, d'une intégration plus poussée du secteur de l'environnement et des secteurs social et économique et des conditions nécessaires à l'exploitation de nouvelles sources de financement.

6. Dans le cadre des préparatifs de la réunion, la CESAO a appuyé ou organisé des réunions préparatoires dans le but de renforcer l'approche pansociétale. Au premier rang de ces réunions peut être cité le Forum parlementaire de la région arabe sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, tenu à Beyrouth en janvier 2019. La CESAO s'est engagée à asseoir la participation à long terme des parlementaires de la région à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen du Programme 2030, en leur offrant une plateforme leur permettant d'apprendre les uns des autres et de se soutenir mutuellement au niveau régional.

Repenser l'inégalité

7. En 2019, la CESAO a lancé la publication « Rethinking Inequality in Arab Countries: Overview », qui contient son analyse des inégalités dans les pays arabes. Les auteurs ont adopté une approche intégrée et multidimensionnelle, en se concentrant principalement sur les dimensions autres qu'économiques (santé, éducation et conditions de vie). Les résultats jettent un nouvel éclairage sur la façon de décrire les inégalités et confirment la pertinence des politiques de développement inclusives axées sur les inégalités.

8. La collecte en temps utile de données fiables sur les personnes handicapées continuant de poser problème dans la région, la CESAO a créé un recueil de données régionales et élaboré des directives régionales en vue d'améliorer la normalisation et l'utilisation de la courte série de questions sur le fonctionnement préparées par le Groupe de Washington sur les statistiques du handicap et les indicateurs connexes employés pour collecter des données sur les personnes handicapées. Exploiter ces données pour créer un cadre régional d'indicateurs du handicap dans les pays arabes permettra de mieux évaluer l'inclusion des personnes handicapées dans la région arabe à l'aune de tous les objectifs de développement durable. Deux groupes de travail intergouvernementaux régionaux s'efforcent d'affiner la collecte de données, notamment en améliorant les données administratives recueillies grâce à de meilleures procédures d'évaluation et de détermination du handicap.

Réforme de la protection sociale

9. Afin de soutenir les États arabes dans les efforts qu'ils font pour étendre et améliorer la protection sociale, la CESAO a publié l'ouvrage « Social Protection

Reform in Arab Countries 2019 », une publication phare dans laquelle sont étudiés les systèmes de protection sociale existants et qui recense les succès et les difficultés des réformes nationales. L'étude comprend une analyse approfondie de la conception même des systèmes nationaux de protection sociale, ainsi que de la mesure dans laquelle ils influent sur la cohésion sociale, la justice sociale, la structure du marché du travail et la prévention et la réduction de la pauvreté. L'analyse a révélé les vulnérabilités qui persistent dans les fonds d'assurance sociale, lesquels ne sont souvent pas viables, ainsi que dans la qualité des services sociaux, tels que les soins de santé.

Soutenir les femmes et les jeunes entrepreneurs

10. En 2019, la CESAO a mis l'accent sur les modèles d'innovation, y compris sur le terrain, et sur leur importance pour la mise en œuvre du Programme 2030, en particulier l'objectif 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation). La Commission a réalisé une étude dans laquelle elle a recensé les problèmes liés à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes et fourni des recommandations claires sur les moyens de surmonter ces obstacles et de promouvoir l'esprit d'entreprise. Elle a mis en évidence le potentiel qu'offrent la technologie et l'innovation pour améliorer l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Nombre d'institutions du système des Nations Unies ont pris part aux événements que la CESAO a organisés sur ces questions, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et les laboratoires d'innovation technologique des Nations Unies.

L'égalité femmes-hommes sur les plans politique et juridique

11. En 2019, la CESAO a publié le rapport « Gender Justice and Equality before the Law: An Analysis of Progress and Challenges in the Arab Region » avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Cet ouvrage vient couronner quatre années de collaboration sans précédent. Il contient une analyse des tendances régionales et s'accompagne de rapports séparés sur la législation de chaque pays en matière de santé, de bien-être et de sécurité des femmes. Il fournit aux États membres une analyse des lacunes juridiques et des enseignements tirés de la région sur les moyens de remédier aux lois contradictoires et aux inégalités.

12. La CESAO a publié une étude sur les conséquences des conflits sur le mariage d'enfants et la fécondité des adolescents. Celle-ci permet de mieux comprendre le lien entre les conflits violents, les tendances matrimoniales et la fécondité des jeunes femmes, le rôle que les politiques publiques ont à jouer dans l'atténuation de ces pratiques dans les pays touchés par des conflits et la manière dont les changements démographiques peuvent générer une dynamique d'exclusion sociale, conduisant à un piège de pauvreté sans fin et à la marginalisation à long terme des femmes et des filles.

Pour une approche régionale commune de la migration

13. La migration est une des priorités de la région, compte tenu de l'ampleur du phénomène, de son évolution et de sa complexité, ainsi que de la contribution qu'elle peut apporter au développement durable. La CESAO continue de jouer un rôle de premier plan dans la définition d'une approche régionale commune des migrations et plaide pour l'alignement des politiques migratoires régionales sur le Programme 2030 et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. À cette fin, en collaboration avec ses partenaires, elle a organisé une conférence régionale sur le

Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en décembre 2019. La conférence a permis d'encourager le dialogue sur les priorités et les défis en matière de migration dans la région et de faire mieux connaître les mécanismes de suivi et d'examen du Pacte aux niveaux régional et mondial.

14. La CESAO a contribué à renforcer la capacité des États membres de mieux traiter les questions de migration dans leurs programmes d'action en organisant un atelier de renforcement des capacités en 2019. Dans le document « Situation Report on International Migration 2019: The Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration in the Context of the Arab Region », le troisième du genre, la CESAO s'est concentrée sur les incidences politiques du Pacte dans la région arabe en plus de fournir une analyse régionale des données migratoires les plus récentes.

Dépenses sociales

15. En 2019, la CESAO a lancé un cadre de suivi des dépenses sociales pour les États arabes, un outil d'aide à la budgétisation et à la réforme de la politique budgétaire. Ce cadre de suivi offre une cartographie détaillée des dépenses sociales publiques et améliore la capacité des États membres d'aligner les dépenses publiques sur les priorités de développement social et la viabilité macrobudgétaire.

Renforcer la politique en matière de concurrence

16. La CESAO, la CNUCED et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont uni leurs forces pour aider à renforcer le droit et les politiques régissant la concurrence et à relever les défis que constituent les politiques relatives à la concurrence dans la région arabe. Dans le cadre du dialogue avec les États membres, des domaines spécifiques ont été recensés qui exigent une attention et un effort concerté axés sur la nécessité d'établir un lien plus explicite entre les politiques relatives à la concurrence et le Programme 2030. Ensemble, la CESAO, la CNUCED et l'OCDE ont commencé à mettre à profit leurs forces respectives pour le bien des populations de la région arabe. En collaboration avec les États membres de la CESAO, les trois partenaires ont élaboré une approche commune pour favoriser : a) la coordination et la cohérence entre les politiques aux niveaux régional et interrégional ; b) l'appui au renforcement des capacités nationales, à la coopération technique et aux services de conseil ; c) la recherche et l'analyse.

17. Les 23 et 24 janvier 2020, la CESAO, la CNUCED et l'OCDE ont inauguré leur nouvel accord de coopération en organisant à Beyrouth leur premier forum conjoint sur la concurrence à l'intention de la région arabe. Le forum est appelé à devenir une plateforme annuelle de partage des connaissances sur les politiques relatives à la concurrence et l'application des règles y relatives dans la région arabe. Les sujets abordés lors de la réunion plénière comprenaient la concurrence et le développement économique, des cadres de concurrence efficaces et la lutte contre les soumissions concertées dans la passation des marchés publics. Des réunions subsidiaires ont été organisées sur la concurrence en matière d'emploi, en lien avec la problématique femmes-hommes et la bonne gouvernance. Les discussions ont porté sur la manière dont la concurrence peut grandement contribuer à la réalisation de l'objectif 5 (égalité entre les sexes), de l'objectif 8 (emploi), de l'objectif 10 (réduire les inégalités) et de l'objectif 16 (des institutions efficaces).

Centre arabe des politiques relatives aux changements climatiques

18. Sous l'égide du Centre arabe pour les politiques relatives aux changements climatiques, la CESAO continue d'aider les États membres à renforcer leurs moyens humains et techniques et à accéder aux connaissances régionales afin d'éclairer les politiques, plans et actions en matière de changements climatiques. Les supports de

connaissances régionaux ont essentiellement porté sur un éventail de questions qui concernaient le lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, les technologies vertes, la transition vers l'énergie durable, la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique, le financement de l'action climatique et les négociations connexes. Le lancement du portail de données du Centre régional du savoir de l'Initiative régionale pour l'évaluation des répercussions des changements climatiques sur les ressources en eau et la vulnérabilité socioéconomique dans la région arabe (RICCAR) a permis d'accéder librement aux cartes régionales et aux ensembles de données générés pour la région arabe sur la base d'applications de modélisation du climat, de modélisation hydrologique et d'évaluation de la vulnérabilité dans la région.

19. En 2019, la CESAO a procédé à une évaluation des conséquences des changements climatiques sur les eaux souterraines. La même année, elle a entrepris d'évaluer les conséquences des changements climatiques sur les ressources en eaux souterraines au Maroc en utilisant les projections climatiques régionales générées dans le cadre de l'Initiative RICCAR. Les résultats servent à éclairer les décideurs nationaux et locaux sur l'utilisation durable des eaux souterraines pour l'agriculture irriguée sur fond d'évolution du climat. La méthodologie de modélisation utilisée et les enseignements tirés du projet peuvent également être adaptés à d'autres aquifères de la région.

20. La CESAO a procédé à une évaluation détaillée des flux financiers liés aux changements climatiques à destination des pays arabes et en provenance de donateurs multilatéraux et bilatéraux. Les tendances, les lacunes et les possibilités d'améliorer l'accès au financement lié au climat ont été recensées. La Commission est notamment parvenue à la conclusion que l'aide bilatérale allouée par les pays développés aux États arabes pour atténuer les changements climatiques était 5 fois plus importante que l'aide allouée au financement de l'adaptation aux changements climatiques, malgré l'importance de l'adaptation dans une région où l'eau est rare. Les prêts accordés sont 5 fois plus importants que les subventions allouées, et ce, malgré les difficultés financières que connaissent de nombreux pays de la région. Enfin, les pays arabes les moins avancés ne reçoivent que 2 % des flux financiers bilatéraux liés au climat dans la région, ce qui va à l'encontre des efforts déployés à l'échelle mondiale afin de soutenir à titre prioritaire les pays les moins avancés dans le cadre des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.

Suivi de la sécurité alimentaire dans la région

21. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les États membres, la CESAO a mis au point un cadre de surveillance de la sécurité alimentaire pour la région arabe afin d'évaluer et de suivre efficacement l'évolution de la sécurité alimentaire aux plans national et régional. Approuvé par les ministres arabes de l'agriculture par l'intermédiaire de l'Organisation arabe de développement agricole de la Ligue des États arabes, le cadre est expliqué en détail dans la publication « Tracking Food Security in the Arab Region » et il est utilisé. Il comprend trois indicateurs de résultat regroupés autour d'un pilier central et de 21 indicateurs de cause à effet touchant aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation et stabilité.

Promotion de l'énergie durable

22. La CESAO a lancé l'initiative régionale pour la promotion des applications à petite échelle des énergies renouvelables dans les zones rurales de la région arabe, laquelle vise à promouvoir le développement de l'entrepreneuriat, l'autonomisation des femmes et l'utilisation des techniques d'exploitation des énergies renouvelables à petite échelle pour les activités productives. En 2019, elle a organisé en Jordanie un

atelier national sur l'autonomisation des femmes et le développement de l'entrepreneuriat dans les zones rurales, en mettant l'accent sur le rôle des énergies renouvelables. L'atelier a débouché sur une série de recommandations concernant la collaboration nationale en matière de collecte et de partage des données, la coopération et la coordination entre les parties prenantes, et les possibilités de renforcement des capacités et de sensibilisation.

23. La CESAO dirige un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique, qui comprend une cartographie de la situation énergétique du secteur du bâtiment dans deux pays, le renforcement des capacités des principaux acteurs et la promotion d'une haute performance énergétique dans les bâtiments. Le projet s'achèvera par la conception d'instruments de mise en œuvre destinés à assurer une large diffusion des mesures d'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment.

Suivi de la situation en Palestine

24. La CESAO continue de collaborer avec l'équipe de pays des Nations Unies dans l'État de Palestine pour évaluer et communiquer les conséquences sociales et économiques de l'occupation israélienne. Elle reçoit des contributions et des suggestions pour élaborer la note du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé. Cette note est prévue dans la résolution 2019/29 du Conseil économique et social et dans la résolution 74/243 de l'Assemblée générale. En 2020, parmi les entités ayant contribué à l'élaboration du rapport figuraient le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ONU-Femmes, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme alimentaire mondial, la CNUCED, le Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Cadre d'évaluation des risques dans la région

25. La CESAO poursuit ses travaux d'élaboration d'un cadre d'évaluation des risques à l'échelle de la région avec des partenaires clés, notamment l'Institut de recherches sur la paix d'Oslo (PRIO) ; l'Université d'Uppsala et le International Security and Development Center. Le cadre servira à analyser les facteurs de vulnérabilité dans la région arabe en utilisant une palette d'outils, notamment des prévisions, des indices, des mégadonnées et des approches qualitatives. Il est conçu pour aider les États membres à gérer et à prévenir les menaces qui pèsent sur les trajectoires de développement national.

26. Dans ce contexte, une réunion d'un groupe d'experts régionaux chargés d'élaborer un cadre d'évaluation des risques pour la région arabe s'est tenue à Beyrouth les 17 et 18 octobre 2019. Elle a été organisée par la CESAO en partenariat avec le PRIO, le Bureau régional du PNUD pour les États arabes, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne. Les discussions ont porté sur la question de savoir comment les décideurs et les parties prenantes doivent tenir compte des facteurs de risque, qui sont non seulement multidimensionnels, mais aussi intimement liés aux enjeux transfrontaliers et régionaux, tels que les changements climatiques, la démographie, l'urbanisation, la stagnation économique, les migrations et

l'exploitation des ressources naturelles. Ces nombreux facteurs de stress liés ou non aux conflits, qui vont des déplacements forcés à la dépendance à l'égard de l'aide, du stress hydrique à l'insécurité alimentaire, et des déficits de gouvernance à l'inégalité entre les sexes, doivent être régulièrement évalués dans un contexte régional extrêmement mouvant. Compte tenu de leur ampleur et de leurs effets à long terme, qui ne connaissent pas de frontières et jouent sur les trajectoires de développement national des autres États membres de la CESAO, l'analyse au seul niveau national ne suffit plus.

27. Ainsi, en coopération avec le PRIO et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, la CESAO est en train de mettre la dernière main à une étude sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation des risques pour la région arabe. Elle y propose un cadre régional d'évaluation des risques, défini dans l'étude comme une méthodologie visant la compréhension et la communication des risques de conflit violent, de crise humanitaire et d'instabilité politique dans la région arabe, des causes, des facteurs de risque et des interactions entre ces derniers, et des tendances qui pourraient se dessiner à l'avenir. Le cadre proposé est ancré dans les meilleures pratiques existantes que l'on trouve dans les publications consacrées aux risques politiques, économiques et environnementaux et il s'articule autour des quatre principales composantes du risque : danger, exposition, vulnérabilité et capacité.

Étude des conséquences de la quatrième révolution industrielle sur le développement

28. La CESAO a publié sa première étude sur les technologies de la quatrième révolution industrielle, principalement axée sur les technologies, et non sur les outils numériques. Elle y préconise l'adoption d'approches fondées sur les droits humains afin d'offrir un cadre solide pour le développement et l'utilisation responsables des technologies d'avant-garde, en particulier l'intelligence artificielle. La plupart des publications existantes référencées sur le sujet (22 sources régionales mentionnées dans la liste complète des références, pour être plus précis) ont été examinées et utilisées pour produire le rapport le plus complet possible pour les pays arabes, malgré sa relative nouveauté et le manque de données en la matière.

III. Renforcement des moyens de mise en œuvre du Programme 2030

Appuyer les examens nationaux volontaires

29. Dans le cadre du Forum arabe pour le développement durable et dans d'autres contextes, la CESAO a pris l'initiative d'influer sur la compréhension régionale des examens nationaux volontaires et leur préparation. L'accent est mis sur la préparation des examens nationaux volontaires plutôt que sur le rapport en tant que tel, et sur une approche pansociétale à laquelle de multiples parties prenantes sont associées en tout temps et pas uniquement dans le cadre de consultations ponctuelles. Les débats sur les examens nationaux volontaires ont confirmé que leur préparation était inextricablement liée à la mise en œuvre du Programme 2030. L'objectif de ces examens, outre leur présentation au forum politique de haut niveau sur le développement durable, devrait être de favoriser un débat public de fond au niveau national sur les possibilités qu'offrent le développement et les difficultés qu'il présente.

30. La CESAO a travaillé avec le Département des affaires économiques et sociales et la Ligue des États arabes pour organiser un atelier régional visant à renforcer les capacités des décideurs associés à la préparation des examens nationaux volontaires.

Constatant qu'un soutien et des informations supplémentaires pour la préparation des examens étaient manifestement nécessaires, tout comme pour le suivi et l'examen en général, elle a lancé un réseau de praticiens sur le sujet à l'intention des décideurs de toute la région.

Suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et contribution à ces progrès

31. La CESAO a publié un manuel électronique en arabe et en anglais sur le cadre et les métadonnées relatifs aux objectifs de développement durable afin d'aider les systèmes statistiques nationaux des États arabes dans les efforts qu'ils font pour améliorer la disponibilité des données relatives aux objectifs qu'ils produisent. Pour chaque indicateur, le manuel électronique fournit des informations sur le cadre institutionnel (organisme responsable), les concepts (définitions, justification, limites), la méthodologie (calcul, ventilation, traitement des écarts, moyennes et divergences régionales), les sources de données (description, liste des sources et détails sur le processus de collecte), un aperçu de la disponibilité des données (depuis 2000) et le calendrier lié aux données (calendrier de collecte et dates de publication des données). La version actuelle correspond au cadre d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable en vigueur depuis octobre 2019. D'autres mises à jour seront fournies pour suivre les modifications apportées au cadre d'indicateurs.

32. En 2019, la CESAO a une fois encore mis à jour le portail de données arabes à l'aide de solutions d'analytique intelligente. Outil de diffusion et de visualisation avancé, qui fournit des données précises relatives aux 17 objectifs de développement durable, ce portail sert à gérer des millions de points de mesure relatifs à la situation économique, sociale, démographique et environnementale de la région. Puissant outil de visualisation permettant de transformer les données en informations, il est accessible au public à l'adresse <https://data.unescwa.org>.

Amélioration des données ventilées par sexe

33. La CESAO a mis au point son premier logiciel d'apprentissage en ligne des statistiques ventilées par sexe dans le cadre de sa boîte à outils intégrée sur les statistiques ventilées par sexe en langue arabe. On a essayé d'intégrer pleinement la prise en compte des questions de genre, les questions d'autonomisation et l'égalité des femmes dans les statistiques officielles dans la région arabe. En mars 2020, le nombre d'inscriptions aux formations en ligne atteignait 12 500. Le logiciel d'apprentissage en ligne est convivial. Diverses méthodes sont utilisées pour susciter l'intérêt des apprenants pour le programme d'études, qui aborde les questions et les priorités liées au genre. Le programme d'études des statistiques ventilées par sexe comprend cinq modules : concepts et questions liés au genre ; importance des statistiques ventilées par sexe ; cadre conceptuel de l'analyse des statistiques ventilées par sexe ; mesure des statistiques ventilées par sexe ; présentation des statistiques ventilées par sexe.

Consolidation des processus de planification du développement national

34. En 2019, la CESAO a créé un réseau de coordonnateurs de projet nationaux, qui assurent la liaison entre elle et les institutions du pays tout au long du cycle de vie du projet. Le réseau a tenu des réunions régionales annuelles qui ont servi à : a) examiner l'état de la planification dans la région ; b) recenser les possibilités et les difficultés liées aux méthodes actuelles de planification du développement national ; c) renforcer la capacité d'intégrer les sciences comportementales dans la planification du développement national ; d) étudier les besoins en matière de sensibilisation et de participation des parties prenantes. En outre, la CESAO a conçu et mis en œuvre :

a) des interventions ciblées et des mesures de renforcement des capacités dans le cadre du projet de planification du développement relevant du Compte de l'ONU pour le développement ; b) des ateliers de renforcement des capacités nationales ; c) des formations générales sur la réforme réglementaire ; d) des partenariats institutionnels noués pour surmonter les difficultés de politique générale liées à la résilience économique.

35. Enfin, la CESAO a élaboré un manuel complet destiné aux responsables des plans de développement dans la région arabe, lequel comprend les bonnes pratiques et les outils recensés à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Les responsables de la planification nationale peuvent utiliser le manuel comme un guide tout au long des différentes étapes de la planification. Les États membres tout comme les coordonnateurs du projet ont reconnu que le manuel pouvait fournir aux responsables de la planification et aux parties prenantes de la région arabe des moyens et des outils pratiques pour appliquer les sciences comportementales dans leur travail. Il les aide à recenser les biais comportementaux qui surviennent au stade de la planification et met en évidence les interventions possibles axées sur les comportements.

Des données améliorées pour la modélisation du climat

36. Le lancement du portail de données du Centre régional du savoir de l'Initiative RICCAR a permis d'offrir un libre accès aux cartes régionales et aux ensembles de données générés pour la région arabe à partir d'applications de modélisation climatique, de modélisation hydrologique et d'évaluation de la vulnérabilité dans la région.

Amélioration du transport au service du développement

37. La CESAO a continué de mettre au point des systèmes d'information géographique destinés aux réseaux et installations de transport dans les pays arabes, afin de recueillir des données à distance et de mesurer la performance des réseaux et installations de transport régionaux. En 2019, elle a organisé deux ateliers de formation régionaux, l'un en juillet et l'autre en décembre, avec le soutien de la Banque islamique de développement et la coopération de la Commission économique pour l'Europe. L'objectif de ces ateliers était d'améliorer la capacité des responsables de la planification de 14 ministères des transports à utiliser les fonctionnalités de l'outil. Ces nouvelles capacités devraient aider les coordonnateurs à réaliser des analyses fondées sur des données probantes avec l'outil et permettre aux décideurs de prendre des décisions éclairées en matière de politique des transports qui profitent à la population de la région arabe.

38. Au titre du Compte pour le développement, la CESAO a lancé un projet portant sur la connectivité des modes de transport durables et la réalisation des objectifs de développement durable liés aux transports dans certains pays enclavés, de transit et de transbordement. Le projet vise à renforcer les capacités de cinq pays (Géorgie, Jordanie, Kazakhstan, Paraguay et Serbie) de concevoir et instaurer un cadre de politique des transports fondé sur des données probantes, qui favorise la connectivité des modes de transport durables et la réalisation des objectifs liés aux transports.

39. La CESAO a aidé ses États membres à préparer des propositions de projets portant sur la sécurité routière et à les soumettre au Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière pour le cycle de financement 2019. Le Fonds a ainsi permis le financement de projets de sécurité routière en Jordanie et en Tunisie.

40. À plus grande échelle, la CESAO a continué de défendre le lien entre le transport et le développement durable en dressant une carte des objectifs de développement durable et des principaux indicateurs de transport. La faible couverture des réseaux

de transport nationaux dans la région arabe, par rapport aux moyennes mondiales, a été présentée comme un défi important pour le développement durable, défi qui exige des États membres qu'ils redoublent d'efforts pour intégrer les infrastructures et les services de transport dans leurs plans de développement nationaux.

Financement des infrastructures maritimes

41. En 2020, la CESAO a présenté les partenariats public-privé pour les ports comme un modèle de financement d'infrastructures de transport maritime résilientes dans la région arabe (objectif 9) et poursuivi ses activités destinées à améliorer la sécurité routière (cibles 3.6 et 11.2). Elle a coordonné la participation des États membres à la troisième Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière qui s'est tenue à Stockholm les 19 et 20 février 2020. Cinq hauts responsables d'États arabes ont pris la parole, dont les ministres des transports du Maroc et de l'Arabie saoudite. La conférence a conduit à l'adoption d'une déclaration dans laquelle l'ONU a été invitée à prolonger la première Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 en proclamant la période 2021-2030 deuxième Décennie d'action pour la sécurité routière, l'objectif étant de réduire la mortalité routière d'au moins 50 % entre 2021 et 2030.

Amélioration de la société de l'information et du développement numérique

42. Étant donné le potentiel considérable qu'offre la technologie, principalement les technologies de l'information et des communications, pour atteindre les objectifs, la CESAO a organisé le deuxième forum arabe de haut niveau sur le Sommet mondial sur la société de l'information et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à Beyrouth en 2019, dans le droit fil des mesures prises au niveau mondial. Le forum s'est concentré sur les liens entre les grandes orientations du Sommet mondial et le Programme 2030. Il a réuni diverses parties prenantes de la région arabe jouant un rôle dans la société de l'information, l'économie numérique et la gouvernance d'Internet. Les participants ont discuté des liens entre les objectifs et les technologies de l'information et des communications, ainsi que des questions et des priorités de la gouvernance d'Internet pour la région arabe, en mettant particulièrement l'accent sur l'autonomisation et l'inclusion, thème du forum politique mondial de haut niveau pour le développement durable de 2019.

43. Dans le même ordre d'idées, la CESAO a lancé le processus de développement numérique arabe afin d'évaluer l'état des technologies numériques dans la région et de déterminer comment elles sont mises à profit pour parvenir au développement durable. À cet égard, en 2019, elle a lancé une série de rapports basés sur les examens nationaux du développement numérique de chaque pays arabe. Les examens ont porté sur l'état des politiques, initiatives, plans et outils de mesure nationaux dans divers domaines du développement numérique.

44. En 2020, 10 pays arabes ont contribué à ce processus et préparé leurs examens nationaux du développement numérique. Ces pays étaient les Émirats arabes unis, l'État de Palestine, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, la Mauritanie, Oman, la République arabe syrienne, le Soudan, et la Tunisie. Ils constituaient un échantillon raisonnablement représentatif de l'ensemble des pays arabes, puisqu'ils comprenaient des pays à revenu élevé, des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu de la région du Golfe, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. En outre, d'autres organisations régionales de la région arabe, telles que le bureau arabe de l'Union internationale des télécommunications, le bureau du Caire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Département des affaires économiques et sociales ont participé à un examen du développement numérique arabe.

45. L'objectif premier de l'examen du développement numérique est de fournir une analyse approfondie des technologies numériques dans la région arabe alors même que celle-ci cherche à combler d'ici 2030 les écarts qui se creusent rapidement. Le deuxième objectif concerne le développement, principalement en raison du thème du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019 qui était « Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité ».

46. Le rapport 2019 sur le développement numérique arabe contient un aperçu de la situation actuelle et des progrès accomplis dans les principaux domaines des technologies numériques dans la région arabe, de même qu'une analyse approfondie et actualisée des principaux efforts déployés, des difficultés rencontrées et des réformes politiques entreprises dans le domaine des technologies et du développement numériques grâce à l'application des recommandations issues du Sommet mondial sur la société de l'information. Les liens avec le développement ont été examinés, l'accent étant mis sur le thème principal du forum politique de haut niveau, qui était, comme indiqué, l'autonomisation et l'inclusion.

Mesure du développement numérique

47. Ces dernières années, la CESAO a pris part à la conception d'un outil destiné à aider les décideurs de la région arabe à mesurer le développement numérique et la fourniture des services d'administration en ligne et à évaluer les progrès réalisés par leurs pays sur la voie de la transformation numérique. L'indice de maturité des services électroniques et mobiles du gouvernement a ceci de nouveau qu'il combine des évaluations traditionnelles axées sur l'offre, et des indicateurs axés sur la demande qui sont fonction de l'expérience de l'utilisateur, de la maturité des services et de la satisfaction de l'utilisateur.

48. Douze États membres ont réalisé une première évaluation des services publics qu'ils fournissent en ligne et demandé à la CESAO d'en analyser les résultats. Dans le rapport qui en a résulté, publié en 2019, des lacunes ont été recensées en termes de sensibilisation des particuliers aux services d'administration en ligne disponibles et quant à leur capacité d'accéder à ces services et de les utiliser. Le rapport a également révélé qu'il était nécessaire d'améliorer l'expérience de l'utilisateur en proposant davantage d'applications mobiles.

49. La CESAO a aidé ces 12 États membres en organisant des ateliers de renforcement des capacités et en fournissant des services consultatifs aux niveaux national et régional. Les ateliers ont porté sur la coopération Sud-Sud et ont permis de mettre en évidence les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration et de mise à jour des plans nationaux de passage à l'administration en ligne. De plus, l'indice de maturité des services électroniques et mobiles du gouvernement a été présenté comme un moyen de mesurer les progrès accomplis. Ces travaux ont permis d'avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable dans la région arabe grâce à la technologie et à l'innovation.

50. Une coopération est envisagée avec le Département des affaires économiques et sociales pour utiliser certains des indicateurs de performance clés de son indice mondial de développement de l'administration en ligne. Cette coopération sera également mentionnée dans la prochaine enquête du Département sur l'administration en ligne, parmi d'autres activités de la CESAO dans ce domaine.

IV. Pleins feux sur la maladie à coronavirus dans les situations de conflit

51. Les difficultés socioéconomiques résultant de la COVID-19 ont exacerbé l'impact des conflits et leurs répercussions, ainsi que les défis économiques structurels auxquels sont confrontés les États arabes, en particulier ceux qui accueillent des réfugiés. Dans ce contexte, la CESAO a préparé une série de notes d'orientation dans lesquelles elle a analysé les conséquences de la crise de la COVID-19 sur la pauvreté, l'économie, l'emploi et le milieu naturel, et a formulé des recommandations de politique générale régionales et nationales pour atténuer les effets négatifs de la crise sur les économies et les sociétés de la région. Dans le même ordre d'idées, elle s'associe au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à l'Administration centrale de la statistique du Liban et à la Data-Pop Alliance pour étudier les possibilités d'utiliser les données et les technologies numériques afin de fournir les informations les plus récentes et d'éclairer les politiques et les programmes de développement humanitaire ciblant les groupes les plus vulnérables, en particulier les réfugiés, et ceux qui les accueillent. La majorité des déplacés de force sont des femmes et des enfants.

52. Le projet comprendra une analyse des données émises passivement, telles que les données anonymisées et agrégées de la téléphonie mobile et les messages publiés sur les réseaux sociaux, qui contiennent des informations uniques sur la densité et les mouvements de population, l'objectif étant d'approfondir l'analyse des retombées ou de l'efficacité de certaines mesures ou programmes d'atténuation que les autorités ont mis en place pour cibler les populations vulnérables au Liban et dans d'autres pays.

53. L'objectif du projet est de concevoir un outil qui utilise des sources de données non traditionnelles pour estimer, en temps réel, les conséquences socioéconomiques de la COVID-19 sur les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil. Cet outil doit faciliter l'évaluation régulière des vulnérabilités et de l'effet des mesures d'atténuation prises par le système des Nations Unies et les institutions publiques.

V. Les partenariats au service du développement durable

Rapport sur le développement durable dans le monde arabe

54. Le *Arab Sustainable Development Report*, une publication chapeautée par la CESAO, est produit en collaboration avec d'autres entités du système des Nations Unies et paraît tous les quatre ans. Dans l'édition 2020, préparée en 2019, un bilan est dressé des progrès réalisés dans la région où sont mis en évidence les principaux faits survenus touchant à l'ensemble des cibles et indicateurs, évalués les obstacles à la réalisation de progrès et recensées les actions concrètes devant être posées pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et faire en sorte que les pays de la région prennent la voie d'un développement réellement pérenne.

Amélioration de l'efficacité du système statistique des Nations Unies

55. Après une période d'essai d'un an, la CESAO et le Département des affaires économiques et sociales ont mis en place un dispositif de collecte de données sur le commerce extérieur entre les États arabes. Toutes ces données sont actuellement collectées uniquement par la CESAO et stockées dans la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises de l'ONU (Comtrade). Cette approche évite les doubles emplois et permet de ne pas imposer aux États membres la charge de travail liée à l'établissement de rapports. Plus important encore, elle réduit considérablement le problème de l'absence de réponse et des lacunes dans les données Comtrade pour

les États arabes et la région arabe. La CESAO et le Département travaillent actuellement sur un système d'échange de données automatisé qui permettra des mises à jour plus rapides.

S'engager en faveur de l'égalité des sexes

56. En partenariat avec ONU-Femmes et la Ligue des États arabes, la CESAO a dirigé un processus régional d'examen participatif de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, 25 ans après leur adoption. Celui-ci a consisté en une série d'activités et s'est achevé par une réunion de haut niveau tenue à Amman le 28 novembre 2019, laquelle a abouti à l'adoption de la déclaration du monde arabe sur les progrès accomplis dans l'exécution de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing 25 ans après leur adoption. Dans la déclaration, les participants ont présenté une feuille de route et réaffirmé l'engagement pris par les pays arabes d'exécuter pleinement la Déclaration de Beijing et d'autres engagements pris à l'échelle mondiale, notamment les objectifs de développement durable, et de faire progresser les droits des femmes dans la région.

Cohérence des politiques agricoles

57. La CESAO, la Ligue des États arabes, l'Organisation arabe de développement agricole et la FAO encouragent la coordination entre les ministères de l'eau et de l'agriculture, ainsi qu'entre les institutions et ministères connexes, afin d'assurer la cohérence des politiques dans les stratégies et plans nationaux. Une directive sur l'allocation de l'eau dans le secteur agricole sera présentée au comité mixte de haut niveau sur l'agriculture et l'eau dans la région arabe en octobre 2020.

58. En coopération avec la FAO et le Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches, la CESAO a élaboré un outil d'évaluation des conséquences des changements climatiques sur l'hydraulicité et la productivité des cultures en utilisant le modèle de simulation de la croissance AquaCrop, mis au point par la FAO, et les ensembles de données climatiques de l'Initiative RICCAR, aux fins de l'élaboration des politiques et de l'amélioration de la résilience du secteur agricole.

59. En collaboration avec la FAO et la Ligue des États arabes, la CESAO encourage la prise en compte plus poussée de l'agriculture dans les politiques et les actions nationales de lutte contre les changements climatiques. Des dialogues régionaux sont organisés pour aider les pays à assurer le suivi de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et étayer leurs politiques agricoles.

Mise en place d'institutions

60. La CESAO a instauré un dialogue socioéconomique sans exclusive en Libye pour fournir à ce pays une plateforme technique permettant de concevoir et de convenir d'une vision socioéconomique d'avenir pour le pays au lendemain du conflit. Au terme de consultations avec des experts de la région, elle a également proposé deux feuilles de route pour le renforcement des institutions du Yémen et de la Libye d'après-guerre et elle a coopéré avec l'Organisation arabe de développement de l'administration dans le cadre d'une série d'ateliers sur les réformes administratives et le développement institutionnel dans les États membres arabes.

61. Les 12 et 13 décembre 2019 à Amman, la CESAO et le Bureau régional du PNUD pour les États arabes ont tenu une réunion de groupe d'experts consacrée à un cadre de suivi régional destiné à améliorer l'efficacité institutionnelle, promouvoir l'inclusion, mettre fin à la violence et renforcer la lutte contre la corruption. Parmi les participants figuraient des spécialistes du monde universitaire, des groupes de réflexion, des décideurs et des membres du personnel du système des Nations Unies.

Ils ont discuté de l'importance de l'objectif de développement durable n° 16 (paix, justice et institutions efficaces) dans le monde arabe.

62. L'objectif 16 étant tout particulièrement axé sur les institutions publiques et le rôle des gouvernements et des politiques publiques pour avancer sur la voie de la mise en œuvre du Programme 2030 dans des sociétés pacifiques et inclusives, il a été conçu comme un objectif porteur de changement essentiel à la mise en œuvre du Programme 2030, en application du principe de responsabilité de toutes les parties prenantes. Les consultations ont aussi porté sur nombre de questions méthodologiques et de défis techniques liés à la mesure de l'objectif 16, ainsi que sur des questions contextuelles et des questions de mise en œuvre concernant les sources de données, la collecte de données et la capacité statistique.

63. Il a été souligné que la primauté de l'appropriation par le pays devait être prise en compte dans le cadre du suivi des objectifs de développement durable. Ce suivi doit être inclusif et piloté par le pays. Les décisions relatives aux indicateurs nationaux doivent être guidées par les priorités nationales tout en étant alignées sur les cibles et les indicateurs mondiaux. Les objectifs de développement durable devraient être intégrés dans les programmes de développement nationaux ainsi que dans les systèmes nationaux de suivi et d'évaluation, au moyen des plateformes et des processus existants.

64. Au niveau national, les objectifs devraient être intégrés dans les cycles d'élaboration, d'application et de suivi des politiques. Un consensus s'est également dégagé sur le fait que pour progresser vers la réalisation de l'objectif 16, une compréhension commune des méthodologies, concepts, cibles et indicateurs connexes était nécessaire, tel qu'il est apparu clairement, dans un certain nombre de cas, au niveau national et entre les différentes parties prenantes (institutions nationales, organisations de la société civile, universités et système multilatéral).

65. L'échange d'enseignements entre les États arabes a été jugé essentiel pour instaurer la confiance entre les parties prenantes associées aux efforts déployés pour atteindre l'objectif 16. Des représentants de l'Égypte, de l'État de Palestine, de l'Irak, de la Jordanie, et de la Tunisie ont participé à la réunion de groupe d'experts, où ils ont présenté leurs expériences et leurs pratiques. La réunion a également servi à lancer entre ces pays un processus d'élaboration d'un outil de suivi que les fonctionnaires pourraient utiliser pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 16.

Pour une gouvernance transparente et responsable

66. En 2019, la CESAO a continué à renforcer les capacités des pays arabes dans le domaine de l'ouverture de l'administration afin d'améliorer la transparence et la responsabilité, et d'adopter une approche plus participative de la gouvernance, dans le droit fil de l'objectif 16, en particulier les cibles 16.6 et 16.7. À cet égard, elle a publié des supports didactiques sur le renforcement des capacités en lien avec les données ouvertes et les approches participatives, et a organisé un atelier régional et trois ateliers nationaux de renforcement des capacités dans l'État de Palestine, en Jordanie, et en République arabe syrienne. De nombreuses entités des Nations Unies, tels que le Département des affaires économiques et sociales, l'Université des Nations Unies et la Banque mondiale, ainsi que l'OCDE, ont contribué aux ateliers régionaux de renforcement des capacités en matière d'ouverture de l'administration.

VI. Conclusions

67. La CESAO a continué à jouer un rôle de premier plan dans la région en favorisant les partenariats entre les entités régionales, les équipes de pays des Nations Unies, les entités du système des Nations Unies et les États membres. L'importance des partenariats a encore été soulignée pendant la crise de la COVID-19, notamment s'agissant de la collaboration avec le secteur privé, les milieux universitaires et les organisations de la société civile. Ce n'est qu'en faisant intervenir toutes les parties prenantes et en mobilisant l'ensemble de la société que la région arabe sera en mesure de préserver la paix, la prospérité et la dignité.

68. Une liste des principaux enseignements qui intéressent aussi d'autres régions est donnée ci-après :

- a) le projet de développement à long terme associé à une croissance plus durable et plus inclusive doit être clair et bien conçu ;
- b) des moyens et des outils concrets sont nécessaires pour apprendre à planifier et réaliser le développement national ;
- c) la sensibilisation, l'engagement et le renforcement des capacités des décideurs sont essentiels à une croissance durable et sans exclusive ;
- d) l'introduction et la conception d'outils innovants sont essentielles pour surmonter les défis majeurs ;
- e) les difficultés liées aux politiques à mener doivent être résolues pour parvenir à la résilience.

69. L'approche axée sur le développement dans divers projets a été couronnée de succès grâce :

- a) aux outils de développement qui reposent sur des consultations approfondies avec les parties prenantes et qui correspondent aux exigences en matière d'établissement de rapports au titre des principaux processus mondiaux (objectifs de développement durable et changements climatiques) ;
- b) à la fourniture d'outils aux utilisateurs choisis, ainsi qu'à une formation approfondie et à un suivi de la mise en œuvre ;
- c) à des examens et mises à jour réguliers des outils afin qu'ils restent évolutifs et qu'ils répondent aux besoins des pays membres.

70. Pour améliorer la planification, le financement et la mise en œuvre des projets, la CESAO préconise l'application d'une approche et d'un modèle d'activité participatifs, intégrés et holistiques, fondés sur le partenariat, le savoir-faire pratique et des services consultatifs éclairés, associés au renforcement des capacités et à la forte participation des autorités et des parties prenantes nationales et locales.

Annexe : L'année en bref : principaux événements et manifestations

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Description</i>
Janvier		
16	Amman	Séminaire sur les progrès technologiques récents en matière de qualité de l'air : gestion, évaluation et modélisation
13 et 14	Le Caire	Séminaire régional sur les droits des personnes handicapées en vertu de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Programme 2030
29 et 30	Beyrouth	Comité de statistique, treizième session
30	Beyrouth	Lancement du portail de données de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)
Février		
6 et 7	Doubaï	Réunion de groupe d'experts sur les rapports nationaux sur le développement numérique
18 et 19	Beyrouth	Réunion de groupe d'experts sur les lieux d'accueil pour les victimes de violence : disponibilité et accessibilité
18 et 19	Beyrouth	Réunion de groupe d'experts sur les inégalités multidimensionnelles dans les pays arabes
25 au 28	Beyrouth	Premier atelier régional sur la réforme de la protection sociale dans les pays arabes
Mars		
4 au 6	Beyrouth	Investissement dans les technologies vertes et accès à des financements durables dans la région arabe
13	Beyrouth	Réunion de groupe de réflexion sur l'initiative régionale visant à promouvoir les applications à petite échelle des énergies renouvelables dans les zones rurales de la région arabe
19 au 21	Beyrouth	Deuxième Forum arabe de haut niveau sur le Sommet mondial sur la société de l'information et le Programme de développement durable à l'horizon 2030
20 et 21	Beyrouth	Comité de la technologie au service du développement, deuxième session
21 et 22	Beyrouth	Consultation régionale sur les changements climatiques dans le cadre des préparatifs de l'édition 2019 du Forum arabe sur le développement durable et du forum politique de haut niveau
22	Beyrouth	Journée mondiale de l'eau 2019
27 et 28	Beyrouth	Atelier de renforcement des capacités sur les méthodes permettant de chiffrer la violence à l'égard des femmes
Avril		
1 ^{er} au 7	Istanbul (Turquie)	Réunion régionale sur l'évolution de la parité de pouvoir d'achat
8	Beyrouth	Réunion de groupe d'experts sur l'autonomisation, l'inclusion et l'égalité en tant que voies à suivre pour parvenir à la paix et au développement durable dans la région arabe

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Description</i>
9 au 11	Beyrouth	Forum arabe pour le développement durable 2019
15	Beyrouth	Réunion de groupe d'experts sur le rapport de situation sur la migration internationale en 2019 : le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans le contexte de la région arabe
23 et 24	Bir Zeït, État de Palestine	Conférence internationale sur le développement durable en temps de crise et de conflit
24 et 25	Amman	Réunion de groupe d'experts sur le suivi de la sécurité alimentaire dans la région arabe
Mai		
13 au 16	Le Caire	Atelier régional de formation sur la réforme et la restructuration du secteur de l'électricité
Juin		
15 et 16	Marrakech (Maroc)	Comité exécutif, sixième réunion
24 et 25	Beyrouth	Atelier régional sur un cadre de suivi des dépenses sociales pour les États arabes
24 et 25	Beyrouth	Comité de l'énergie, douzième session
27 et 28	Beyrouth	Comité des ressources en eau, treizième session
Juillet		
1 ^{er} et 2	Tunis	Réunion de haut niveau sur l'avenir de l'intégration économique arabe sur fond de mutation du commerce mondial
2 au 4	Beyrouth	Atelier régional sur l'ouverture de l'administration et les technologies émergentes dans la région arabe
10 et 11	Beyrouth	Formation sur les systèmes d'information géographique pour un système de transport intégré dans les États arabes
15 au 17	Le Caire	Référentiel de compétences communes des hauts fonctionnaires de la région arabe
23 au 25	Tunis	Atelier régional sur la mesure de la pauvreté dans les pays arabes
30 et 31	Amman	Réunion de groupe d'experts du Centre de technologie de la CESAO sur le transfert des technologies vertes, l'adaptation et l'investissement pour la réalisation de l'objectif de développement durable 12 sur la consommation et la production durables
30 et 31	Beyrouth	Réunion de groupe d'experts sur les conflits, les crises et l'occupation sous le prisme du Programme 2030
Septembre		
4	Beyrouth	Portail d'habilitation numérique à l'intention des petites et moyennes entreprises de la région arabe
16 au 18	Beyrouth	Premier atelier régional sur le développement des statistiques de transport et des indicateurs de développement durable liés au transport dans les pays arabes

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Description</i>
19 et 20	Beyrouth	Deuxième réunion régionale sur l'amélioration de la planification nationale intégrée du développement dans la région arabe
24 au 27	Istanbul	Réunion régionale du Programme de comparaison internationale aux fins de l'établissement de partenariats public-privé et de l'élaboration de statistiques sur les prix dans la région arabe
27	Beyrouth	Atelier pour les jeunes « The Road to ECOSOC 2019 »
30	Beyrouth	Journée internationale de la traduction 2019 : le pouvoir des langues
30	Rabat	Réunion de groupe d'experts sur l'évaluation des recensements de la population dans les pays arabes
Octobre		
1 ^{er} au 3	Beyrouth	Intégrer l'action climatique dans les plans nationaux de développement dans la région arabe
7 au 9	Beyrouth	Réseau d'information et de partage des connaissances des bibliothèques des Nations Unies et Association des bibliothèques libanaises : dialogue ouvert
8 et 9	Beyrouth	Comité du développement social, douzième session
10 et 11	Beyrouth	Atelier sur les examens nationaux volontaires dans la région arabe
16	Tunis	Réunion de haut niveau avec les directeurs généraux de ministères sur l'intégration de l'égalité dans les politiques, plans et programmes
29 au 31	Amman	Statistiques sur le handicap dans la région arabe : étendre la couverture pour ne laisser personne de côté
Novembre		
18 et 19	Beyrouth	Atelier de renforcement des capacités en matière d'accès aux technologies de rupture pour une meilleure gestion des ressources en eau dans le contexte des changements climatiques
25 au 27	Amman	Réunion de groupe d'experts sur l'intégration de l'action climatique dans les plans nationaux de développement dans la région arabe
26 et 27	Amman	Comité pour la promotion de la femme, neuvième session
26 au 28	Amman	Réunion de groupe d'experts sur l'innovation technologique et l'entrepreneuriat : le rôle du développement durable dans la région arabe
27 et 28	Amman	Réunion régionale sur la promotion de la sécurité alimentaire et hydrique dans la région arabe
28	Amman	Réunion de haut niveau sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing 25 ans après leur adoption
Décembre		
3 et 4	Le Caire	Conférence régionale sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières : mise en œuvre et incidences politiques pour la région arabe

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Description</i>
8 et 9	Amman	Comité des politiques commerciales dans les États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, première session
9 et 10	Amman	Comité des transports et de la logistique, vingtième session
11 et 12	Amman	Comité des politiques de financement du développement des États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, première session
15 et 16	Le Caire	Atelier sur le thème ne laisser personne de côté : évaluation et détermination du handicap comme moyen de mieux intégrer les personnes handicapées dans les pays arabes
20	Amman	Réseau de coopération technique : huitième réunion
21 et 22	Amman	Sixième session extraordinaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
